

Tendances observées d'avril à juin 2026 issues des analyses du Groupe de travail d'analyse de crises et qualité de réponse (GTACQ)

Provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu et Ituri
République démocratique du Congo



Messages clés

- **Besoins humanitaires** : les besoins humanitaires sont restés sévères, alimentés par la persistance des violences, les déplacements répétés, l'érosion des moyens d'existence et l'**extension de l'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE)**. Certaines ZS du Nord-Kivu (**Katoyi, Itebero, Birambizo, Bambo**), du Sud-Kivu (**Kaniola, Minova, Fizi**) et l'Ituri (**Boga, Rimba et Lolwa**) nécessitent une attention prioritaire.
- **Accès humanitaire** : l'espace humanitaire s'est davantage dégradé, l'**insécurité, les incidents touchant les acteurs humanitaires ainsi que les restrictions sanitaires et frontalières** ont réduit la mobilité des équipes, **perturbé les chaînes d'approvisionnement et limité la continuité des interventions** dans plusieurs zones prioritaires.
- **Gaps de la réponse** : la couverture humanitaire reste nettement **inférieure à l'ampleur des besoins** dans plusieurs zones critiques. Les déficits les plus préoccupants concernent les **zones cumulant des besoins élevés, un accès difficile et une faible présence opérationnelle**, notamment au Nord-Kivu (Birambizo, Itebero, Mabalako, Pinga et Kamango) du Sud-Kivu (Minova) et de l'Ituri (Boga, Lolwa et Mongbalu).

Introduction et objectifs

Bien que le processus annuel du cycle de programmation humanitaire (HPC) permette une priorisation annuelle des ressources au niveau stratégique, le contexte instable à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) nécessitait de nouvelles initiatives robustes, consensuelles et transparentes pour renforcer les capacités d'analyse régulière et de priorisation sur les plans opérationnel et stratégique des acteurs. Basé sur un pilote mené en 2021 au Nord-Kivu, ainsi que sur plusieurs ateliers en 2022 concernant la nécessité de mise en commun et d'harmonisation des analyses, le GTACQ a été créé avec pour objectif d'améliorer la compréhension et l'analyse des crises en RDC et formuler des recommandations claires sur leur priorisation auprès des structures de coordination et des partenaires opérationnels, au travers d'un suivi contextuel des besoins humanitaires, des gaps et des capacités de réponse et des scénarios d'évolution.

Ce qu'est le GTACQ

Le GTACQ, outil d'aide à la décision, permet de prioriser les zones de crise au niveau admin 3 (niveau ZS) à travers une analyse multisectorielle mensuelle fondée sur une échelle de gravité de 1 à 5 intégrant les besoins, le contexte, l'accès et les gaps de la réponse. En combinant des données secondaires (REACH, OCHA et partenaires), il identifie les hotspots où la gravité atteint le niveau 3 ou plus et informe les principales structures de coordination pour appuyer une prise de décision fondée sur des preuves.

Bref rappel méthodologique

Tous les mois, une analyse est conduite à partir des données secondaires transmises par les partenaires, notamment les clusters, OCHA, les ONG et les autres acteurs humanitaires. Cette analyse alimente le suivi des dynamiques humanitaires selon les quatre composantes du cadre analytique : contexte, besoins, accès et gaps de la réponse. La liste détaillée des indicateurs suivis pour chacune de ces composantes est disponible [ici](#).

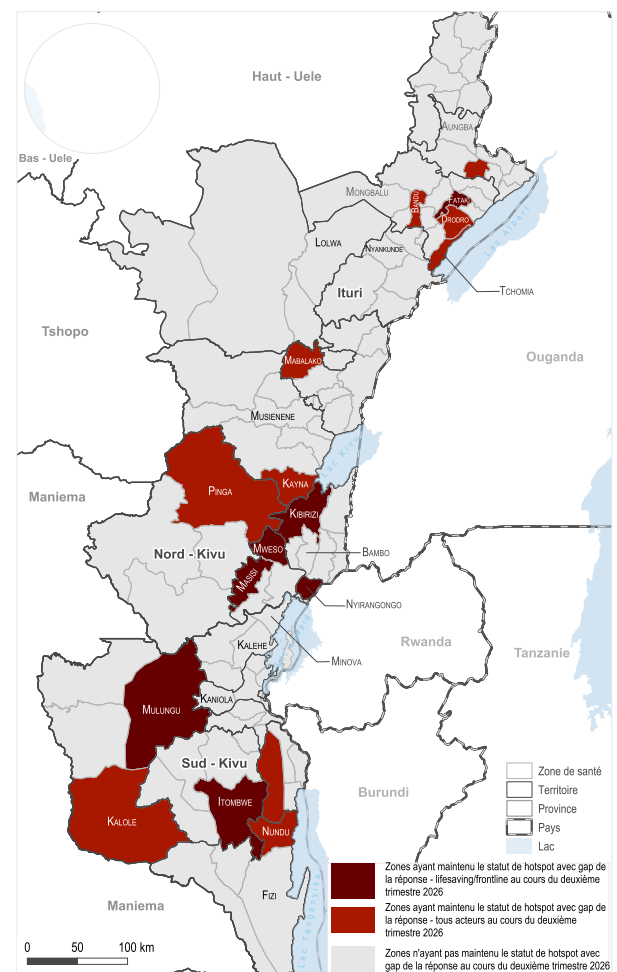
Retrouvez les [termes de références](#), la [page du GTACQ](#) et le [dashboard dynamique](#).



OCHA

REACH Informing
more effective
humanitarian action

ZS restées en hotspots avec gaps de la réponse entre avril-juin*



* La carte représente exclusivement les ZS ayant maintenu au cours du trimestre un statut de hotspot avec gap de la réponse- tous acteurs ou hotspot avec gap de la réponse-lifesaving.

Evolution du contexte d'avril à juin 2026

Au deuxième trimestre 2026, la situation humanitaire dans l'est de la RDC a continué de se détériorer sous l'effet combiné de la persistance des affrontements armés, des déplacements répétés de populations et de l'émergence d'une nouvelle épidémie de maladie à virus Ebola. Le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri demeuraient les principaux foyers de violence, de déplacements et de besoins humanitaires sévères (OCHA). À la fin du mois de juin, ces trois provinces comptaient ensemble environ 177 337 ménages déplacés, dont 50 897 au Nord-Kivu, 101 262 au Sud-Kivu et 25 178 en Ituri (CAT), illustrant l'ampleur et la concentration des besoins liés aux déplacements. À cette pression humanitaire s'est ajoutée la déclaration, le 15 mai 2026, de la 17^e épidémie de maladie à virus Ebola, constituant un facteur de vulnérabilité supplémentaire et accentuant les risques sanitaires et opérationnels dans une région déjà fortement affectée par les conflits et les déplacements.

Avril : intensification des affrontements et multiplication des déplacements

Au cours du mois d'avril 2026, la situation sécuritaire demeurait particulièrement volatile dans plusieurs territoires du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Les affrontements entre groupes armés et les incidents de protection continuaient d'affecter les territoires de Rutshuru, Masisi, Lubero, Walikale et Beni (CAT). Dans ce contexte, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri enregistraient respectivement 33 810, 42 063 et 13 124 ménages déplacés, principalement en conséquence des affrontements entre groupes armés. Parallèlement, les mouvements de retour concernaient 3 745 ménages, principalement dans le Sud-Kivu. Toutefois, ces retours ne traduisaient pas nécessairement une amélioration durable des conditions de vie, les ménages retournés retrouvant, dans plusieurs zones, des habitations détruites, des infrastructures endommagées et des moyens d'existence fortement réduits. Dans un tel contexte les besoins humanitaires étaient importants, notamment en matière de sécurité alimentaire, d'abris, de santé, de protection ainsi que d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

L'accès humanitaire restait fortement limité par la persistance de l'insécurité, les restrictions de mouvement et la dégradation des axes routiers. Au Sud-Kivu, les affrontements dans les Hauts-Plateaux empêchaient ou retardaient l'acheminement de l'assistance vers les populations affectées. Cependant, 29 incidents affectant les acteurs humanitaires étaient rapportés dans les trois provinces, soit une baisse de 12,1 % par rapport au mois précédent. Ces incidents étaient majoritairement liés à des cambriolages, des vols et des intrusions qui continuaient de constituer une contrainte importante pour la présence et les opérations humanitaires dans les zones affectées.

Mai : persistance des violences et apparition de la maladie à virus Ebola

Le mois de mai 2026 était marqué par la poursuite des affrontements dans les trois provinces, dans un contexte qui se complexifiait avec l'apparition d'une nouvelle urgence sanitaire.

Le 15 mai 2026, les autorités congolaises déclaraient officiellement la 17^e épidémie de MVE. La province de l'Ituri constituait l'épicentre de l'épidémie, qui était signalée dans les ZS de Mongbwalu, Bunia et Rwampara. Au 30 mai, 22 ZS étaient déjà affectées dans les trois provinces. En parallèle, la situation des déplacements forcés demeurait préoccupante : le territoire de Mambasa enregistrait 7 604 ménages déplacés en raison des affrontements entre groupes armés, tandis que le Sud-Kivu et le Nord-Kivu comptabilisaient respectivement 43 062 et 6 519 ménages déplacés et retournés. Cette dynamique de déplacement continuait d'accroître les besoins humanitaires dans des zones où les capacités des services essentiels restaient limitées. L'apparition de la MVE renforçait par ailleurs les contraintes opérationnelles, avec la suspension de certains vols humanitaires, le renforcement des mesures de contrôle sanitaire des mouvements et la fermeture de certaines frontières internationales avec les pays voisins, ce qui réduisait davantage la mobilité des acteurs et l'accès aux populations affectées.

Dans ce contexte, les incidents affectant les opérations humanitaires ont augmenté de 28 % entre avril et mai, tandis que les incidents liés aux intimidations, menaces et agressions ont progressé de 51 %, illustrant une dégradation simultanée de l'environnement sécuritaire et de l'accessibilité opérationnelle. Ainsi, l'interaction entre la persistance des conflits armés, les déplacements de populations et l'émergence de la MVE contribuait à complexifier davantage la réponse humanitaire et à accroître les contraintes d'accès aux zones affectées.

Juin : extension de l'épidémie de la MVE et aggravation des contraintes d'accès

En juin 2026, la situation humanitaire à l'est de la RDC était marquée par l'extension rapide de la MVE et la persistance des violences armées, ces dernières constituant la principale cause des déplacements de populations (CAT). Le Nord-Kivu enregistrait 10 568 nouveaux ménages déplacés, tandis que le Sud-Kivu comptait 16 137 nouveaux ménages déplacés ; en Ituri, 4 450 ménages étaient déplacés et 6 916 ménages retournaient dans leurs zones d'origine. Parallèlement, la MVE affectait les marchés et les moyens d'existence : au 10 juin, 29 ZS étaient touchées par l'épidémie, tandis que la forte mobilité des populations et la proximité des frontières avec l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi accroissaient le risque de propagation régionale (PAM).

Les mesures de riposte, notamment les contrôles sanitaires et les restrictions temporaires aux frontières, perturbaient la circulation des personnes et des biens, limitaient l'approvisionnement des marchés et affectaient particulièrement les ménages dépendant du commerce transfrontalier, du transport et du travail journalier. Dans les trois provinces, ces perturbations s'accompagnaient d'une hausse généralisée des prix des produits, reflétant le choc économique associé à l'apparition et à l'extension de l'épidémie.

Par ailleurs, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri concentraient les incidents les plus meurtriers parmi les 243 incidents ayant affecté le personnel humanitaire entre janvier et juin 2026. Cette dégradation de l'environnement sécuritaire réduisait la présence opérationnelle des acteurs humanitaires, entraînait la suspension temporaire de certaines activités et augmentant les coûts liés aux mesures de sécurité.

Accès humanitaire

Les conditions d'accès humanitaire demeuraient très instables durant le deuxième trimestre 2026 dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Les contraintes sécuritaires et opérationnelles continuaient de limiter la capacité des acteurs à maintenir ou à étendre leurs interventions dans plusieurs zones prioritaires. Le nombre de ZS présentant un score d'accès ≥ 3 ne cessait d'augmenter, passant de 45 en avril à 52 en juin, une dynamique qui confirmait l'aggravation des difficultés d'accès humanitaire.

Au Nord-Kivu, **10 ZS étaient classées comme hotspots en avril, mai et juin**, dont plusieurs présentaient des gaps de la réponse lifesaving/frontline, tandis que le nombre de ZS hotspot tous acteurs passait de 4 à 5. Au Sud-Kivu, les hotspots passaient de 10 en avril à 9 en mai puis à 7 en juin, alors que les ZS hotspot avec gaps de la réponse lifesaving/frontline restaient particulièrement exposées. En Ituri, le nombre de hotspots évoluait de 7 en avril à 8 en mai puis à 6 en juin, avec une **dégradation ponctuelle de l'accès à Lolwa et Mongbalu**. Des incidents **affectant directement les acteurs humanitaires étaient également rapportés, notamment à Lulingu, Katoyi et Minova**, confirmant la persistance des risques opérationnels. Malgré quelques **améliorations de l'accès à Kaniola, Fizi, Lulingu, Bambo ou Lolwa**, ces évolutions restaient fragiles et ne traduisaient pas une amélioration structurelle de l'environnement humanitaire.

Besoins humanitaires

Le deuxième trimestre 2026 était marqué par des besoins humanitaires toujours élevés, sous l'effet des déplacements de population, de la dégradation du contexte sécuritaire et de la vulnérabilité économique des ménages. Au Nord-Kivu, plusieurs ZS continuaient d'enregistrer des besoins importants, notamment à **Birambizo, Mabalako, Itebero et Katoyi**. Des déplacements importants étaient rapportés, dépassant 16 000 personnes à Birambizo, 20 700 à Itebero et 65 000 à Katoyi, tandis que Bambo avait enregistré plus de 37 000 personnes déplacées en mai. Au Sud-Kivu, **Minova enregistrait en juin plus de 82 000 personnes déplacées, tandis que Kaniola et Fizi** continuaient d'afficher des besoins supérieurs au seuil de 3 malgré une amélioration de certains indicateurs d'accès. En Ituri, **Boga, Rimba et Lolwa** connaissaient des évolutions contrastées, mais les besoins demeuraient importants, particulièrement dans le secteur de la santé.

L'évolution du MEB restait également un facteur de vulnérabilité, avec des hausses observées à **Birambizo et Bambo** et des **baisses ponctuelles à Kaniola ou Rimba**. Ainsi, les améliorations de certains indicateurs ne réduisaient pas durablement les besoins, qui restaient concentrés dans les zones affectées par les déplacements et l'instabilité. Dans plusieurs ZS, les reclassements entre catégories reflétaient surtout des variations des scores de contexte, d'accès, de besoins ou de gaps plutôt qu'une amélioration globale. À **Birambizo, l'amélioration de l'accès ne compensait pas les gaps de la réponse très élevés**. À **Itebero**, la baisse du nombre d'alertes était suivie d'une reclassification favorable, mais les besoins et les gaps restaient élevés. À **Katoyi**, l'augmentation des déplacements et un incident affectant les acteurs humanitaires renforçaient simultanément les contraintes d'accès et les besoins.

Gaps de la réponse

Les mois d'avril, mai et juin étaient marqués par des gaps persistants de la réponse humanitaire dans les trois provinces, malgré quelques améliorations ponctuelles de la situation dans certaines ZS.

Au Nord-Kivu, plusieurs zones continuaient d'afficher des gaps de la réponse élevés, avec **Birambizo présentant encore un score de gap de 5 en juin et Itebero, Mabalako, Pinga ou Kamango** restant fortement affectées. Au Sud-Kivu, **Minova** constituait un cas particulièrement critique, avec une couverture estimée à seulement 20 % en juin, en ayant donc 80 % des besoins non couverts. En Ituri, les gaps demeuraient significatifs à **Boga, Lolwa et Mongbalu**, malgré la sortie temporaire de certaines ZS du statut de hotspot. Les évolutions favorables de la classification ne traduisaient donc pas nécessairement une réduction des besoins ou une couverture suffisante, comme le montraient notamment **Birambizo, Bambo, Kaniola et Fizi**. Le décalage entre les besoins et les capacités de réponse restait ainsi structurel dans plusieurs zones, tandis que les contraintes d'accès, les déplacements et les capacités opérationnelles limitées continuaient de réduire la couverture. La réponse demeurait particulièrement insuffisante dans les zones où les scores de besoins et de gaps restaient supérieurs à 3. Ces tendances mettaient en évidence les zones cumulant des besoins élevés, des contraintes d'accès et une faible couverture, pouvant ainsi éclairer la priorisation opérationnelle des acteurs. À **Itebero**, la baisse du nombre d'alerte était suivie d'une reclassification favorable, mais les gaps restaient élevés. À **Katoyi, un incident affectant les acteurs humanitaires** renforçait les contraintes d'accès. À **Minova**, la pression des déplacements se combinait à une dégradation de l'accès et à une couverture très faible. En Ituri, **Lolwa et Boga** sortaient du statut de hotspot, mais les gaps demeuraient significatifs. Ces situations montraient que les indicateurs de contexte pouvaient évoluer favorablement sans entraîner une amélioration proportionnelle de la couverture humanitaire. Elles nécessitaient donc une lecture croisée des scores et des tendances opérationnelles, afin d'éviter que les reclassements ne conduisent à une réduction prématurée de la présence ou des interventions humanitaire. Le suivi devait rester attentif aux effets des épidémies, qui touchaient plusieurs ZS et augmentaient la pression sur des services déjà fragiles.

Implications stratégiques pour la réponse humanitaire

L'analyse des tendances entre avril et juin 2026 met en évidence plusieurs implications stratégiques pour les acteurs humanitaires opérant au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri.

- **Accorder une attention** particulière aux zones cumulant des **besoins élevés, un accès difficile et une faible couverture**. La priorisation géographique ne devrait **pas reposer sur un indicateur isolé, mais sur une analyse croisée des niveaux de besoins, des contraintes d'accès et des gaps de couverture**, complétée par les déplacements récents de population, les incidents de protection et les risques sanitaires.
- Prendre en compte les effets **multisectoriels de l'épidémie de la MVE**. Au-delà des besoins sanitaires, les perturbations liées à l'épidémie et aux mesures de contrôle affectent également l'**accès aux services essentiels, les marchés et les moyens d'existence**. Ces effets soulignent l'importance d'une lecture multisectorielle intégrant notamment **la nutrition, la protection, l'EHA, la sécurité alimentaire et le relèvement économique**.
- Maintenir une vigilance renforcée dans les ZS sortant du statut de hotspot **lorsque les niveaux de besoins ou les gaps restent élevés, afin qu'une amélioration ponctuelle d'un indicateur ne conduise pas à une réduction prématurée de la réponse**.

Financé par :



En partenariat avec :



Avec le soutien de :

